

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale de la gendarmerie nationale

Direction des soutiens et des finances

CONVENTION DE DELEGATION DE GESTION

NOR : INTJ2133690X

entre

*La direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Le centre de services partagés interministériel
de La Réunion*

Représentée par :

M. François DESMADRYL,
directeur des soutiens et des finances
de la gendarmerie nationale

Représenté par :

M. Jacques BILLANT,
préfet de la région Réunion

Dénommé ci-après « Le délégant »

Dénommé ci-après « Le délégataire »

- Vu l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'Etat ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;
- Vu le décret n° 2020-99 du 7 février 2020 relatif à l'organisation et aux missions des secrétariats généraux communs départementaux ;
- Vu le décret du 29 mai 2019 portant nomination de M. Jacques Billant en qualité de Préfet de la région Réunion ;
- Vu l'arrêté du 31 décembre 2014 modifié fixant l'assignation des dépenses et des recettes de certains ordonnateurs principaux délégués de l'État sur des comptables principaux des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
- Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'État ;
- Vu l'arrêté du 26 juillet 2019 relatif aux règles de la comptabilité budgétaire de l'Etat pris en application de l'article 54 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'arrêté interministériel du 24 décembre 2020 portant nomination des directeurs de secrétariats généraux communs départementaux ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°3498 du 4 décembre 2020 portant organisation du secrétariat général commun départemental de La Réunion ;

Vu la décision du 19 novembre 2020 portant désignation des responsables de budget opérationnel de programme et d'unité opérationnelle pour le programme 152 – Gendarmerie nationale ;

Vu la délégation de gestion du 10 novembre 2009 entre le responsable de programme 152 « Gendarmerie nationale » (DGGN) et la direction de l'évaluation de la performance et des affaires immobilières (DEPAFI) du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

Vu les conventions-cadre entre le ministère de l'économie, des finances et de la relance et le ministre de l'intérieur relative à la délégation de gestion et à l'utilisation des crédits du Plan France Relance ;

Vu le protocole du 20 octobre 2020 entre la direction centrale du service de soutien de la flotte du ministère des armées, la direction générale de la gendarmerie nationale du ministère de l'intérieur et la direction générale de la police nationale du ministère de l'intérieur relatif à l'entretien des intercepteurs du ministère de l'intérieur employés dans le cadre de la Lutte contre l'Immigration Clandestine à Mayotte ;

Vu la délégation de gestion du 20 novembre 2019 entre la direction générale de la gendarmerie nationale du ministère de l'intérieur et la direction centrale du service de soutien de la flotte du ministère des armées (NOR : INTJ2004135X),

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement de certaines dépenses relevant :

- de certaines UO du programme P152 « Gendarmerie nationale » listées en annexe I ;
- de certaines UO des programmes P362 « Écologie » et P363 « Compétitivité » listées en annexe II.

Le délégant assure le pilotage des AE et des CP. Le délégant n'est pas déchargé de ses responsabilités sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire.

La délégation de gestion porte sur les actes relevant de l'ordonnancement des dépenses et des recettes précisés dans les articles ci-dessous.

En matière immobilière, la présente délégation de gestion s'exécute dans le respect des obligations fixées par la délégation de gestion du 10 novembre 2009 susvisée.

Article 2

Prestations accomplies par le délégataire

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après.

2.1. En matière d'exécution financière et de commande publique, le délégataire assure pour le compte du délégant les actes suivants :

- il valide les engagements juridiques ;
- il notifie aux fournisseurs les bons de commande ;
- il certifie le service fait si nécessaire ;
- il centralise la réception de l'ensemble des demandes de paiement à partir des factures dématérialisées notamment via le portail CHORUS PRO (sauf cas particuliers) ;
- il instruit, saisit et valide les demandes de paiement ;
- il procède au recueil de l'avis préalable du contrôleur budgétaire régional ;
- il saisit et valide les engagements de tiers et les titres de perceptions ;
- il réalise en liaison avec les services du délégant les travaux de fin de gestion ;
- il tient la comptabilité auxiliaire des immobilisations ;
- il assiste le délégant dans la mise en œuvre du contrôle interne financier et met en œuvre le contrôle interne de premier niveau au sein de sa structure.

2.2. Le délégant reste responsable de :

- la programmation en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) ;
- le dialogue de gestion avec les responsables de budgets opérationnels et d'unités opérationnelles ;
- la disponibilité de la ressource en AE et CP ;
- l'archivage des pièces correspondant aux opérations qui lui incombent.

Article 3

Obligations mutuelles du délégant et du délégataire

Le délégant et le délégataire s'engagent mutuellement, dans un intérêt partagé, pour la partie des procédures qui leur incombent respectivement, à tout mettre en œuvre pour :

- favoriser l'exécution des dépenses dans les délais et les conditions légalement, réglementairement et contractuellement, le cas échéant, prescrites ;
- et développer les échanges et relations entre leurs services à cette fin.

Article 4

Obligations du délégataire

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires (à l'exception des ressources humaines, à charge du délégant) à la bonne exécution des prestations, à assurer la qualité comptable et à rendre compte régulièrement de son activité.

Il s'engage à fournir au délégant les informations demandées et à l'avertir sans délai en cas d'indisponibilité des crédits.

Article 5

Obligations du délégant

Le délégant s'engage à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission.

Article 6

Modalités administratives d'exécution de la délégation

Le délégataire est autorisé à subdéléguer, sous sa responsabilité, par voie de délégation de signature, aux personnels placés sous son autorité, l'exécution des actes relevant de leur responsabilité.

Il s'assure que tous les personnels placés sous son autorité et effectuant des actes relevant de la compétence de l'ordonnateur sont titulaires d'une délégation de signature. La mise à jour de cette délégation en cas de changement du délégant ou du délégataire relève de sa responsabilité.

Article 7

Durée, reconduction et résiliation du document

La présente délégation prend effet à compter de la date de signature par les deux parties pour une durée de 1 an. Elle est reconduite par tacite reconduction d'année en année.

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définies d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant, dont un exemplaire est transmis aux destinataires du présent.

Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion sur initiative d'une des parties. Cette résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de trois mois minimum à compter de la notification d'une décision de dénonciation de la présente convention adressée à l'autre partie.

L'ordonnateur secondaire de droit, le comptable assignataire et le contrôleur financier sont informés par tous moyens de la décision de résiliation de la présente convention.

Article 8

Information du contrôleur financier et du comptable assignataire

Une copie du présent document et de ses avenants est adressée par le délégant au contrôleur financier et au comptable assignataire concerné.

Article 9

Publication

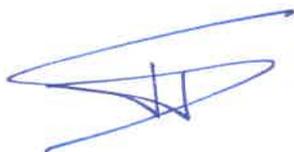
La présente convention comporte 4 feuillets et deux annexes.

Cette convention sera publiée au *bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait en 2 exemplaires, le **22 DEC. 2021**

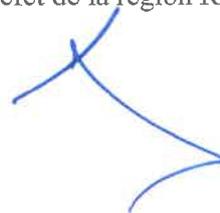
Le délégant :

M. François DESMADRYL,
directeur des soutiens et des finances
de la gendarmerie nationale



Le délégataire :

M. Jacques BILLANT,
préfet de la région Réunion



ANNEXE I

Responsables de budgets opérationnels de programme et d'unités opérationnelles

Programme 152 – Gendarmerie nationale

| <i>Numéro et nom du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle</i> | | <i>Responsable du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle</i> |
|---|--|---|
| 0152 - CDGN | BOP national commandement et soutien | Général, major général de la gendarmerie nationale |
| 0152-CDGN-CCAB | UO CENTRALE CABINET | Directeur de cabinet du directeur général de la gendarmerie nationale |
| 0152-CDGN-CDSF | UO CENTRALE DSF | Directeur des soutiens et des finances de la gendarmerie nationale |
| 0152-CDGN-CDOE | UO CENTRALE DOE | Directeur des opérations et de l'emploi de la gendarmerie nationale |
| 0152-CDGN-CDPM | UO CENTRALE DPMGN | Directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale |
| 0152-CDGN-CSOP | UO CENTRALE CSOP | Commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale |
| 0152-CDGN-CFAG | UO CENTRALE CDT FORCES AÉRIENNES GN | Commandant des forces aériennes de la gendarmerie nationale |
| 0152-CDGN-CPJG | UO CENTRALE PÔLE JUDICIAIRE GN | Commandant du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale |
| 0152-CDGN-CGTA | UO CENTRALE GTA | Commandant de la gendarmerie des transports aériens |
| 0152-CDGN-CCIS | UO CENTRALE CIS | Commandant du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale |
| 0152-CDGN-CINF | UO CENTRALE INFRASTRUCTURE | Chef du bureau des affaires immobilières gendarmerie nationale de la direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier |
| 0152-CDGN-CSMI | UO CENTRALE SAILMI | Chef du service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur |
| 0152-CDGN-CSI2 | UO CENTRALE ST(SI) ² | Chef du service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure |
| 0152-CDGN-CINT | UO CENTRALE INTÉRIEUR | Directeur des soutiens et des finances de la gendarmerie nationale |
| 0152-CDGN-CGMO | UO GENDARMERIE MOBILE | Directeur des soutiens et des finances de la gendarmerie nationale |
| 0152-CDGN-CFIT | UO FONDS EUROPÉENS-INNOVATION-TRANSFORMATION | Directeur des soutiens et des finances de la gendarmerie nationale |
| 0152-CDGN-CSEN | UO COSSEN | Directeur du commandement spécialisé pour la sécurité nucléaire |
| 0152 - CCEG | BOP écoles | Général commandant des écoles de la gendarmerie nationale |
| 0152-CCEG-CCEG | UO COMMANDEMENT DES ÉCOLES GENDARMERIE | Commandant en second des écoles de la gendarmerie nationale |

| | | |
|--------------------|--|---|
| 0152-CCEG-CEOG | UO ÉCOLE DES OFFICIERS DE LA GENDARMERIE | Commandant de l'école des officiers de la gendarmerie nationale |
| 0152-CCEG-CROC | UO ÉCOLE DE GENDARMERIE DE ROCHEFORT | Commandant de l'école de gendarmerie de Rochefort |
| 0152-CCEG-CCHA | UO ÉCOLE DE GENDARMERIE DE CHAUMONT | Commandant de l'école de gendarmerie de Chaumont |
| 0152-CCEG-CFON | UO ÉCOLE DE GENDARMERIE DE FONTAINEBLEAU | Commandant de l'école de gendarmerie de Fontainebleau |
| 0152-CCEG-CMLC | UO ECOLE DE GENDARMERIE DE MONTLUÇON | Commandant de l'école de gendarmerie de Montluçon |
| 0152-CCEG-CTUL | UO ÉCOLE DE GENDARMERIE DE TULLE | Commandant de l'école de gendarmerie de Tulle |
| 0152-CCEG-CCHN | UO ÉCOLE DE GENDARMERIE DE CHÂTEAULIN | Commandant de l'école de gendarmerie de Châteaulin |
| 0152-CCEG-CDIJ | UO ÉCOLE DE GENDARMERIE DE DIJON | Commandant de l'école de gendarmerie de Dijon |
| 0152-CCEG-CEFG | UO CNEFG SAINT-ASTIER | Commandant du centre national d'entraînement des forces de la gendarmerie |
| 0152 - CGOM | BOP outre-mer | Général commandant la gendarmerie d'outre-mer |
| 0152-CGOM-COEM | UO OM EM CGOM | Commandant en second la gendarmerie d'outre-mer |

ANNEXE II

Responsables de budgets opérationnels de programme et d'unités opérationnelles

Programme 362 - Ecologie

| <i>Numéro et nom du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle</i> | | <i>Responsable du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle</i> |
|---|----------------|---|
| 0362 - CDIE | BOP DIE | Le directeur de l'immobilier de l'Etat |
| 362-CDIE-CGN1 | UO GN | Chef du bureau des affaires immobilières gendarmerie nationale de la direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier |

Programme 363 – Compétitivité

| <i>Numéro et nom du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle</i> | | <i>Responsable du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle</i> |
|---|---|---|
| 0363 - CDGN | BOP national commandement et soutien | Général, major général de la gendarmerie nationale |
| 0363-CDGN-CINF | UO Immo | Chef du bureau des affaires immobilières gendarmerie nationale de la direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier |

